

# L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—E.-U., \$3.50.  
Tout semestre commencé se paie en entier.  
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. XIII.

No. 25.

Prix du numéro : 7 centimes.—Annonces, la ligne : 10 centimes  
Toute communication doit être affranchie.  
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par un bon sur la poste.

JEUDI, 22 JUN 1882

## AVIS

L'administration de *L'Opinion Publique* fait appel aux abonnés retardataires et les prie de payer ce qu'ils doivent dans le plus bref délai. Elle regretterait d'user de sévérité à l'égard de ceux qui ne répondraient pas à cet appel. Les améliorations qui ont été faites à ce journal ont demandé et demandent tous les jours beaucoup de dépenses. Les abonnés en tiendront compte à l'Administration, elle ose l'espérer. *L'Opinion Publique* est une publication nationale qui mérite d'être encouragée. Ses nouveaux propriétaires feront tous les efforts possibles pour répondre au désir de tous ceux qui leur donneront leur patronage. Rien n'est changé quant aux conditions d'abonnement : Pour le Canada, \$3.00 par an ; pour les Etats-Unis, \$3.50.

## VICARIATS APOSTOLIQUES

Nous trouvons dans le *Tablet*, de Londres, du 3 juin, l'importante nouvelle que le Saint-Siège vient de créer deux vicariats apostoliques l'un à Gaspé, l'autre à Pontiac : les titulaires de ces vicariats sont, pour le premier, M. l'abbé Bossé, et pour le second, M. l'abbé Z. Laurin.

## ENTRE DIPLOMATES

Il a passé beaucoup d'eau sous les ponts depuis le jour où l'empereur de Russie, Nicolas II, proposait au gouvernement anglais de s'entendre avec lui pour recueillir la succession du "malade," comme Sa Majesté moscovite se plaisait à désigner le gouvernement turc. C'est en 1853 que le czar faisait cette proposition et l'année suivante les Anglais livraient bataille à la Russie dans le but de conserver sur pied le moribond encore assez fort et assez attaché à la vie pour combattre à côté de ses protecteurs. Depuis la guerre de Crimée, le même gouvernement malade a encore résisté au choc des forces russes en 1877, et c'était la neuvième guerre qu'il soutenait depuis le commencement du siècle contre les exécuteurs du testament de Pierre-le-Grand, qui a eu la malencontreuse idée de leur léguer Constantinople avant de l'avoir prise. On a rarement vu malade avoir l'âme plus solidement chevillée au corps. Il a même assisté aux funérailles de nombre de gens qui comptaient bien se trouver à son enterrement, témoin les auteurs des deux dernières guerres russo-turques, Nicolas et Alexandre II.

C'est assez dire que le Turc n'est pas ce que l'Europe a longtemps pensé de lui. Pour la grande masse du peuple, le Turc, qui depuis un temps immémorial respecte les Européens au point de les traiter de "chiens de chrétiens," titre que certains peuples du reste semblent vouloir mériter, n'est qu'un barbare méprisable. L'Européen l'accable de sa supériorité en tout. Etre décrépité, usé par la mollesse et les vices de l'Orient, l'Ottoman appartient à une race inférieure qui ne saurait tenir tête en quoi que ce soit aux races intelligentes de l'Occident. C'est une étrange erreur qui a eu cours même chez les diplomates et chez les gouvernements qui devraient pourtant être mieux renseignés. Dans leurs relations avec la France, l'Angleterre et la Russie, les Turcs ont souvent rendu des points à la diplomatie européenne. La finesse ou l'inertie de l'Orient a maintes fois joué la ruse et la pétulance de l'Occident. L'expérience n'a servi à rien et la leçon est toujours à recommencer. Il n'y a pas un mois, les diplomates russes et les représentants de la France et de l'Angleterre se sont encore laissés rouler, qu'on nous passe le mot, à Constantinople.

Ils avaient pourtant sous les yeux un échec bien récent. En 1877, après l'insurrection serbe que la Turquie avait écrasée, six commissaires représentant les grandes puissances de l'Europe se réunissaient à Constantinople pour régler les conditions de la paix entre les rebelles et la Porte, et chose extraordinaire, pour qui connaît les jalousies et les ambitions de leurs gouvernements, ils arrivaient à une décision unanime. Nos diplomates se croyaient bien sûrs de leur affaire ; c'était la division des différents états qui, par le passé, avait

toujours fait la force des Turcs, mais en présence des puissances unies la Porte accepterait ce qu'on voudrait lui imposer.

Il y avait alors à Constantinople un fin diplomate qui connaissait bien son monde, Midhat Pacha ; sous son apparente inertie, il cachait un homme plein d'activité rompu aux mystères de la politique. Il eut bien vite trouvé le moyen de diviser ses adversaires si unis. Qu'est-ce qu'on lui demandait en somme ? Les six commissaires exigeaient que la Turquie donnât aux insurgés qu'elle venait de vaincre un port sur l'Adriatique. C'est impossible, répondit fermement Midhat. Quoi ! nous allons donner aux insurgés ce qu'ils ont réclamé avant la guerre ! Comment pouvez-vous exiger pareille chose de nous ? Mais vous, Européens si justes, si habiles, ne voyez-vous pas que vous nous demandez d'accorder une prime, un encouragement à l'insurrection ? Depuis quand en Europe les vaincus font-ils la loi aux vainqueurs ? En tous cas, qui voudrait subir cette loi ? Puis pour donner plus de poids à sa réponse, Midhat convoque un parlement à l'européenne, un parlement composé de délégués, mahométans, chrétiens et juifs. Ceux-ci déclarent à l'unanimité qu'il faut repousser les propositions des commissaires et que la guerre contre l'Europe est préférable à une telle humiliation. Cette farce jouée, Midhat prend chaque diplomate en particulier pour leur insinuer qu'il n'a pas d'illusions sur l'issue des hostilités, mais que leur entente cessera le jour où il s'agira de faire le partage des dépouilles. La division éclate parmi les commissaires qui se séparent sans avoir rien réglé. Ils quittent Constantinople bredouilles et penauds comme des renards que des poules auraient pris au piège.

Il y a quinze jours s'est terminée à Stamboul une autre négociation qui intriguait la Russie depuis plus de deux ans. On sait qu'à la suite de la dernière guerre russo-turque, la Porte s'est engagée à payer à la Russie une indemnité de 40 millions de louis à son vainqueur.

La Turquie eut recours à toutes espèces d'exceptions dilatoires pour retarder l'exécution de ses obligations, si bien que le gouvernement russe, poussé à bout, fit entendre des menaces. La Porte, au lieu de payer, offrit de négocier. M. de Novikoff, un diplomate russe, vint à Constantinople pour se rendre au désir de la Turquie. Il a quitté cette ville il y a dix jours : il y était depuis 1880. Il faudrait un volume pour raconter tous les incidents des négociations. La Turquie n'aime guère à payer ses dettes, c'est là son moindre défaut ; elle ne croit guère au dicton : qui paie ses dettes, s'enrichit. Mais la Russie, avec ses gros bataillons, a des moyens d'exiger l'exécution de ses contrats, qui ne sont pas heureusement à la disposition des vulgaires créanciers. La Porte le savait, et c'est ici qu'elle a dû faire appel à toute son habileté. C'est généralement un malheur que d'avoir des créanciers ! La Porte, qui en a beaucoup, a cru cependant qu'elle pourrait, en cette occurrence, en tirer un excellent parti. Le Turc se mit à pousser des cris de désespéré. La Russie, abusant de sa force, la mettait dans l'impossibilité de faire face à ses engagements antérieurs regardés comme sacrés par toutes les lois européennes et même par celles de Mahomet. Les porteurs des fonds turcs, répandus un peu dans toute l'Europe, gens extrêmement riches et extrêmement influents, surtout auprès des gouvernements dont ils sont les prêteurs ordinaires, entendirent ces plaintes hypocrites et accoururent à Constantinople. C'est ce que le Turc voulait : il avait désormais un allié puissant contre la Russie. On se mit à négocier, en partant de ce principe qu'il fallait sauvegarder les droits des banquiers anglais, français et allemands, et, comme premier résultat, la Porte obtint qu'au lieu de payer de suite l'indemnité de guerre de 40 millions, ce qui aurait ruiné ses créanciers européens, elle verserait une annuité dans le trésor russe d'un million et demi de piastres par année. Premier triomphe pour la Porte ; mais M. de Novikoff n'était pas au bout de ses misères. Il n'en voyait que le commencement. Ce n'est pas tout d'obtenir du Turc la promesse qu'il paiera : il faut de plus lui faire déterminer les modes de paiement. Sur ce point, les difficultés n'en finissaient plus. Ce qu'on arrêtait un jour, il fallait le défaire le lendemain. C'est l'histoire de la vertueuse Pénélope qui, ayant promis à ses nombreux admirateurs d'accorder sa main à l'un

d'eux lorsque la tapisserie à laquelle elle travaillait serait terminée, défaisait la nuit le travail de la veille. Enfin, M. de Novikoff a obtenu une solution quelconque ; reste à savoir si les débiteurs récalcitrants de la Russie ne trouveront pas de nouveaux moyens d'échapper aux conséquences du traité de St-Stéfano.

Tout cela n'est guère édifiant, et nous ne le donnons pas comme règle de conduite. Mais ce n'est pas la diplomatie européenne qui aurait le droit de se plaindre. La Turquie ruse pour se soustraire aux exigences de son vainqueur, et joue au plus fin. La diplomatie européenne avec la duplicité de Bismarck, les roueries de Cavour, les menées ténébreuses de Palmerston et de John Russell et les finesses de Napoléon III, qui l'ont conduit à Sedan, n'a rien à reprocher aux Turcs. Du reste, l'Europe d'aujourd'hui, qui mesure avec parcimonie son admiration à la vertu pour la prodiguer à l'habileté, doit applaudir à la savante partie jouée par la Turquie.

Le dernier tour de cette façon jouée par les Turcs a eu un grand retentissement en Angleterre et en France. La politique traditionnelle de ces deux pays exige que l'Egypte soit soustraite à l'influence du Sultan. Or, on sait que depuis quelque temps une espèce de révolution a éclaté au Caire. Arabi Pacha, le premier ministre, est en guerre ouverte avec le Khédive. La France et l'Angleterre ont envoyé des vaisseaux de guerre dans les eaux égyptiennes pour mettre fin aux troubles et faire sentir leur influence, pendant que lord Dufferin manœuvrait à Constantinople pour tenir la Turquie en dehors du différend. Malheureusement, le Sultan et Arabi Pacha se sont entendus, et l'influence turque si justement redoutée n'a pu être écartée. Le fait est resté secret pendant quelques jours, et ce n'est qu'avec une répugnance extrême que M. Gladstone l'a révélé à la Chambre des Communes. Pressé de questions, il s'est d'abord retranché derrière toutes espèces de prétextes pour ne pas répondre, mais il lui a bien fallu s'exécuter, et il a appris aux Communes étonnées que le Sultan avait eu raison de ses diplomates et de ceux de la France. M. de Freycinet a fait le même aveu à l'Assemblée Nationale. M. Gambetta, plein d'indignation, s'est élancé à la tribune et, d'une voix émue, il a répété ces paroles de Berryer, qu'il était certaines choses qui ne devaient jamais être dites à la Chambre lorsqu'il s'agissait du prestige et de la dignité de la France !

Tout cela prouve que le Turc est passé maître dans l'art de la diplomatie. On dit que le fond de cet art consiste à se rappeler exactement ce qu'ont dit les autres et à oublier à propos ce qu'on a dit soi-même. Le Turc, qui ne parle que rarement, sait avoir de la mémoire au moment opportun. Dans toutes ses négociations avec ses voisins, il n'a garde d'oublier que l'ambition et les rivalités de l'Europe font sa force. C'est ce qui lui donne le droit d'avoir le verbe aussi haut dans les conférences européennes. Personne n'oserait dire qu'il ne tire pas un parti admirable de sa position. Un poète a dit en parlant des Turcs :

..... "Ils sont assis par terre  
N'ayant ni sou en poche et ne pensent à rien,  
Ne les écrase pas, ils te laisseraient faire."

C'est une attitude bien décevante. Défiiez-vous des gens qui pensent beaucoup et parlent peu, parce qu'ils ne parlent qu'à propos et n'agissent que sûrement. Les Turcs, à l'air endormi, pensent lentement et longuement, conçoivent encore des plans qui pourraient embarrasser l'Europe. A l'heure qu'il est, M. Gladstone, l'homme d'état, à l'éloquence inépuisable, ne sait plus que dire alors qu'on l'interpelle à leur sujet. Ils lui réservent bien d'autres surprises ! Le malade de 1853, dont Nicolas attendait la mort de jour en jour, remuant les populations mahométanes de l'Asie et de l'Afrique, organise un immense mouvement panislamique qui inquiète l'Angleterre aux Indes et la France en Algérie. Les Turcs dorment tranquilles en Europe, comptant bien que la crainte de voir la Russie s'emparer de Constantinople leur trouvera des alliés soit à Berlin ou à Londres. Lacordaire disait un jour "que les Ottomans n'étaient que des barbares campés en Europe." Mais leur camp est devenu terriblement bien assis et fortifié, et promet de l'être encore longtemps, grâce aux ambitions et aux jalousies de leurs voisins.

A.-D. DECELLES.